



Auditeurs Associés en Afrique – KPMG CI
6^{ème} et 7^{ème} étages immeuble Woodin Center
Avenue Noguès, Plateau
01 BP 3172 Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Téléphone : 20 22 57 53
Fax : 20 21 42 97

Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)

Projet « Etudes et Pilotage »

Rapport d'audit financier
Exercice 2015

Période allant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015
Rapport d'audit financier
Ce rapport contient 14 pages hors annexe



Auditeurs Associés en Afrique – KPMG CI
6^{ème} et 7^{ème} étages immeuble Woodin Center
Avenue Noguès, Plateau
01 BP 3172 Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Téléphone : 20 22 57 53
Fax : 20 21 42 97

**Secrétariat Technique du Contrat de
Désendettement et de Développement (ST-C2D)**

Complexe Hôtelier Ivoire Palm Club
Bâtiment 7 - bureaux n°3
Boulevard Latrille, Abidjan,
Code postal : 01 BP 1533 Abidjan 01 C2D

A l'attention de Madame la Coordinnatrice

Madame,

En exécution de la mission d'audit des projets du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), nous vous présentons ci-après, notre rapport relatif au projet « Etudes et Pilotage », pour la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015.

Les états financiers du projet sont constitués des éléments suivants :

- Un état des dépenses des périodes concernées par catégorie et par composante ;
- Une situation de trésorerie, indiquant les encaissements et soldes bancaires du projet (état de position de la trésorerie) ;
- Un état des actifs et des équipements détenus par le projet sur l'exercice 2015.

Responsabilité de la préparation des états financiers

Le Secrétariat Technique du C2D est responsable de la préparation sincère des états financiers et des notes annexes, en conformité avec les principes du système comptable en vigueur dans l'espace OHADA. Cette responsabilité couvre également la conception, la mise en place et le maintien de procédures de contrôle interne, permettant de garantir que la sincérité et la présentation des états financiers ne sont pas entachées par des anomalies significatives provenant d'erreurs ou de cas de fraude.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit pour le secteur public « International Public Sector Accounting Standards » (IPSAS) de « l'International Public Sector Accounting Standards Board » (IPSASB). Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie, et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures, en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le risque de fraude, en application de la norme ISA 240. Il prend également en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues, et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous avons également, dans le cadre de notre mandat, à réaliser les procédures convenues suivantes :

a) Procédures de passation de marchés

S'assurer que les biens et prestations requis pour le projet et qui doivent être financés par le C2D, sont acquis conformément aux procédures du code des Marchés Publics en Côte d'Ivoire.

b) Compte bancaire dédié

- Vérifier les mouvements de fonds sur le compte bancaire dédié, ouvert dans les livres de l'Agence Comptable Centrale des Dépôts (ACCD) au nom du ST-C2D ;
- Chercher à établir si les transactions financières effectuées, sont conformes à la période auditée, de même que les soldes à la fin de chacune des périodes sont admissibles et corrects.



Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)

Projet « Etudes et Pilotage »

Rapport d'audit financier

Période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015

c) Dépenses engagées dans le cadre du projet et correspondant à la période auditée

- S'assurer que les fonds reçus dans le cadre du projet suite à des décaissements, ont été dépensés conformément au budget approuvé et au Plan Annuel d'Activités en vigueur au moment où les dépenses ont été effectuées, dans le respect des dispositions de l'accord de subvention ;
- S'assurer également que ces dépenses correspondent à la période auditée.

d) Système de contrôle interne

Evaluer l'adéquation et l'efficacité du système de comptabilité et de contrôle interne dans son ensemble, en matière de contrôle des dépenses, à tous les niveaux du programme et des autres transactions financières, notamment en ce qui concerne l'adéquation et l'efficacité des contrôles relatifs aux transactions en espèces.

e) Protection des actifs

S'assurer que le ST-C2D a mis en place des mécanismes de suivi et de protection des actifs acquis avec les fonds du C2D, et les a utilisés aux fins prévues. Un registre des actifs du programme a été créé et tenu régulièrement. Les droits de propriété ou les droits des bénéficiaires associés sont établis.

f) Exécution physique

S'assurer de l'exécution physique des activités sur le terrain, en conformité avec les contrats et le niveau d'exécution financé.

Les principales conclusions issues de nos travaux, sont les suivantes :

1 Opinion sur les états financiers du projet

Nous sommes d'avis que les états financiers présentés au titre de la mise en œuvre du projet dénommé « Etudes et Pilotage », donnent une image fidèle des ressources et emplois du projet, pendant la période allant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, conformément aux règles et méthodes comptables adoptées pour le C2D, et que les dépenses ont été employées aux fins pour lesquelles elles étaient prévues, conformément aux accords de financement conclus.



2 Résultats des procédures convenues

a) *Procédures de passation de marchés*

Nos diligences relatives aux procédures de passation de marchés n'ont pas relevé d'anomalies.

b) *Compte bancaire dédié*

Les transactions réalisées sur le compte bancaire ACCD N° 10348080000 dédié au Projet « ETUDES ET PILOTAGE » sont conformes aux accords de financement. Ce compte présente un solde créditeur de 2 338 007 359 francs CFA au 31 décembre 2015.

c) *Dépenses engagées dans le cadre du projet et correspondant à la période auditée*

Nous confirmons que les fonds reçus dans le cadre du projet ont été dépensés conformément au budget approuvé et au Plan d'Activités Annuel en vigueur et dans le respect des dispositions de l'accord de subvention.

d) *Système de contrôle interne*

Notre évaluation du système de contrôle interne du ST-C2D fait l'objet d'un rapport séparé.

e) *Protection des actifs*

Nous nous sommes assurés de la correcte présentation de l'état des actifs et de l'existence physique des actifs de façon exhaustive, acquis dans le cadre du projet pour la période de décembre 2012 au 31 décembre 2015, conformément aux conditions contractuelles et aux informations figurant dans le rapport financier.

Nos contrôles n'ont pas révélé d'anomalies.


f) *Exécution physique*

Les activités prévues dans le cadre du projet « Etudes et Pilotage », ont été réalisées au cours de la période.

Nos constatations sont décrites dans la partie 4 de notre rapport.

Abidjan, le 30 juin 2016

Auditeurs Associés en Afrique – KPMG CI


Franck Nangbo
Expert-Comptable Diplômé
Directeur associé


Marcel Kopoin
Associé



Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)
Projet « Etudes et Pilotage »
Rapport d'audit financier
Période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015

Sommaire

	Pages
1 Contexte et objectif de la mission	7
2 Volet audit des comptes du projet	9
3 Volet revue des passations de marchés	13
4 Volet analyse de l'exécution physique	14



1 Contexte et objectifs de la mission

1.1 Contexte de la mission

La Côte d'Ivoire, après avoir obtenu le point de décision en 2009, a atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE) le 26 juin 2012. La réalisation de ce résultat a nécessité la mise en œuvre par le Gouvernement, d'importantes mesures, visant essentiellement la stabilité du cadre macroéconomique et des finances publiques, l'assainissement des secteurs clés de l'économie, l'amélioration de la gouvernance, de l'environnement des affaires et de la compétitivité de l'économie, la bonne gouvernance des secteurs du café-cacao, de l'énergie et la modernisation de l'administration publique.

L'atteinte du point d'achèvement a permis à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'un allègement substantiel de sa dette extérieure d'un montant de 4 090 milliards de francs CFA, sur un stock de 6 373,9 milliards de francs CFA, aussi bien de la part des organismes multilatéraux de financement, notamment le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, que de la part des créanciers du Club de Paris.

Le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) est un volet spécifique de l'annulation de la dette extérieure vis-à-vis de la France, après l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE. Ainsi, le C2D est un mécanisme d'annulation des créances d'Aide Publique au Développement (APD), à travers un refinancement par dons, des échéances de la dette remboursée par la Côte d'Ivoire.

C'est dans ce cadre que l'Etat de Côte d'Ivoire et l'Etat français ont signé le 24 juillet 2012, à Paris, un accord bilatéral d'annulation de la dette ivoirienne auprès du Club de Paris. La signature de cet accord constitue l'une des retombées majeures de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE par notre pays. En effet, elle consacre une remise de dette sèche à la Côte d'Ivoire, d'un montant de 600 milliards de FCFA. A cela, s'ajoute un don à la Côte d'Ivoire d'un montant de 1 900 milliards de francs CFA, pour le financement des projets de développement et de réduction de la pauvreté, dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement. Le premier Contrat C2D a été signé le 1^{er} décembre 2012 à Abidjan.

Le premier C2D est entré dans sa phase opérationnelle avec la création de trois (3) principaux organes, à savoir :

- Le Comité d'Orientation et de Suivi du C2D (COS-C2D), présidé par le Premier Ministre. Il a pour mission principale d'orienter la répartition des projets et programmes bénéficiant des ressources du C2D, en faveur de la lutte contre la pauvreté, de la croissance et de la bonne gouvernance ;



- Le Comité Technique Bilatéral du C2D (CTB-C2D), présidé par le Directeur de Cabinet du Premier Ministre. Il est chargé de la préparation et de la mise en œuvre des orientations définies par le COS-C2D ;
- Le Secrétariat Technique du C2D (ST-C2D), une structure permanente, placée auprès du Premier Ministre, ayant pour mission d'assister le COS-C2D et le CTB-C2D, dans l'exécution de leurs missions ; il assure également le suivi comptable, budgétaire et technique des projets et programmes du C2D.

Le présent rapport d'audit est relatif aux opérations exécutées dans le cadre du projet « Etudes et Pilotage » pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 et fait suite à l'audit des périodes 2012, 2013 et 2014.

1.2 Objectifs de la mission et son déroulement

Il ressort des termes de référence que la mission de l'auditeur, consiste à donner l'assurance à l'Etat français et à l'Etat ivoirien que, les ressources allouées au titre du C2D, sont gérées conformément à la réglementation en vigueur en matière d'exécution de dépenses publiques, aux clauses des différentes Conventions d'affectation et aux objectifs assignés.

A cet effet, nos contrôles ont porté sur l'ensemble des dépenses financées par le C2D, à tous les niveaux de la chaîne d'exécution des dépenses (central, décentralisé) et pour les projets concernés. En plus de l'audit, les Termes De Références exigent qu'un certain nombre de procédures spécifiques doivent être exécutées. Les procédures convenues dans les termes de référence peuvent être résumées comme suit :

- Donner son opinion sur la situation financière générale du projet pour la période concernée définie dans le planning ;
- S'assurer que les procédures de passation de marchés ont été correctement exécutées ;
- S'assurer que l'état des dépenses correspond à ladite période ;
- Donner son opinion sur l'état de la position de trésorerie (encaissements et soldes bancaires des projets) ;
- Donner son opinion sur l'état des actifs et de l'équipement détenus par le projet sur la période définie ;
- Effectuer une revue du contrôle interne ;
- S'assurer de l'exécution physique des travaux exécutés.

Nos travaux d'audit des comptes du projet « Etudes et Pilotage » se sont déroulés en mars 2015 et ont porté sur l'ensemble des dépenses du projet de la période allant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015.



2 Volet audit des comptes du projet

Les états financiers du projet « Etudes et Pilotage » se présentent comme suit au 31 décembre 2015 en FCFA :

TABLEAU DES EMPLOIS ET RESSOURCES					
Période: 1er Janvier 2015 au 31 Décembre 2015					
EMPLOIS	Montants en FCFA	Notes	RESSOURCES	Montants en FCFA	Notes
Dépenses de la période	1 573 555 861		Solde d'ouverture au 01/01/2015	1 407 287 034	1
Dépenses opérationnelles	945 359 830	4	Banque au 01/01/2015	1 407 121 919	
Dépenses de fonctionnement	534 043 248	5	Caisse au 01/01/2015	165 115	
Dépenses d'investissement	94 152 783	6			
			Ressources obtenues	2 500 000 000	2
			Virement ACCT reçu	2 500 000 000	
			Autres Ressources	4 494 500	3
			Remboursement de la Banque du Trésor (salaire Coursier)	222 500	
Solde trésorerie à la clôture	2 338 225 673	7	Reversements	4 272 000	
Solde banque au 31/12/2015	2 338 007 359				
Solde caisse au 31/12/2015	218 314				
TOTAL DES EMPLOIS	3 911 781 534		TOTAL DES RESSOURCES	3 911 781 534	

Commentaires sur les états financiers au 31 décembre 2015

Note 1

Les états de trésorerie du projet « Etudes et Pilotage » présentent un solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2015 de 1 407 287 034 francs CFA. Ce solde est corroboré par le relevé bancaire de l'ACCD et du procès-verbal de caisse au 31 décembre 2014.

Note 2

Ce poste enregistre les fonds virés sur le compte bancaire ACCD du projet, à partir du compte spécial C2D logé à la BCEAO. Le montant de 2 500 000 000 francs CFA correspond à un virement portant date de valeur du 5 août 2015.

Nous avons reçu de l'Agent Comptable Central du Trésor, les relevés bancaires permettant de confirmer les transactions sur le compte.

Note 3

Ce poste enregistre les autres ressources versées sur le compte bancaire du projet qui s'élève à un montant total de 4 494 500 francs CFA. Elles sont composées des éléments suivants:

- Le remboursement par la banque d'un double prélèvement opéré par erreur au profit d'un employé pour un montant de 220 000 francs CFA et le remboursement des frais liés à ce virement pour un montant de 2 250 francs CFA ;
- Un reversement d'un montant de 4 272 000 francs CFA non utilisé sur un OP d'un montant de 7 092 800 francs CFA.

Note 4

Les dépenses opérationnelles du ST-C2D au titre de l'exercice 2015 s'élèvent à 945 359 830 francs CFA. Il s'agit des financements effectués par le ST-C2D au profit des différents ministères et structures impliquées dans la mise en œuvre du C2D.

Il s'agit essentiellement des dépenses engagées pour :

- Les études de faisabilité et études d'évaluation ;
- Les honoraires de consultants ;
- Le recrutement du personnel complémentaire du ST-C2D ;
- La réalisation de forages;
- L'acquisition de logiciel.

Nos travaux permettent de confirmer les montants du poste.

Note 5

Les dépenses de fonctionnement du ST-C2D au titre de l'exercice 2015 s'élèvent à 534 043 248 francs CFA et concernent essentiellement les indemnités de fonction du personnel, des achats de carburant, fournitures et consommables, de



Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)

Projet « Etudes et Pilotage »

Rapport d'audit financier

Période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015

consommation téléphonique, les frais d'organisation de cérémonie et d'atelier, des frais d'entretien des locaux.

Nos diligences ont porté sur les contrôles suivants :

- L'analyse des justificatifs des dépenses (Bon de commande, facture, preuve de livraison, preuve de règlement) ;
- La revue de la conformité des dépenses avec le budget de la période et le Plan Annuel d'Activités ;
- La vérification de la conformité des rémunérations avec les contrats d'embauche, l'arrêté portant fixation des salaires et indemnités du personnel et les montants sur les ordres de paiement.

Nos travaux permettent de confirmer les montants du poste.

Note 6

Les dépenses d'investissement du projet s'élèvent à 94 152 783 francs CFA et comprennent les achats suivants :

- Un véhicule SKODA RAPID pour le ST-C2D d'un montant de 11 500 000 francs CFA ;
- Un véhicule type berline 4x4 pour la coordination du ST-C2D d'un montant de 18 795 000 francs CFA ;
- Un véhicule de liaison de marque "ZX AUTO-Grand tiger" pour le ST-C2D d'un montant de 13 000 000 francs CFA ;
- Un véhicule de liaison de marque "SSANGYONG REXTON" pour le ST-C2D d'un montant de 25 000 000 francs CFA ;
- Un serveur et ses accessoires pour le ST-C2D d'un montant de 4 211 590 francs CFA ;
- Un véhicule pour la Cellule C2D de la DMP d'un montant de 7 895 000 francs CFA ;
- Des imprimantes pour la Cellule C2D de la DMP d'un montant de 3 105 000 francs CFA ;
- Des ordinateurs pour la Cellule C2D de la DMP d'un montant total de 5 825 000 francs CFA ;
- Des mobiliers de bureau pour la Cellule C2D de la DMP d'un montant de 4 821 193 francs CFA ;

Nos diligences nous permettent de confirmer que les achats sont correctement justifiés. Nous nous sommes également assuré que les cartes grises des véhicules sont au nom du ST-C2D et de la cellule C2D de la DMP.



Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)
Projet « Etudes et Pilotage »
Rapport d'audit financier
Période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015

Note 7

Le projet « Etudes et Pilotage » du ST-C2D présente un solde de trésorerie créditeur de 2 338 225 673 de francs CFA au 31 décembre 2015.

Nos diligences ont porté sur l'analyse des documents suivants :

- Réponse à la confirmation de solde adressée au Chef d'Agence Principale de l'Agence Comptable Centrale de Dépôt ;
- Les relevés bancaires ;
- Les rapprochements bancaires ;
- Les procès-verbaux de caisse ;
- Etc.

Nos travaux nous ont permis de confirmer le solde de banque ainsi que celui de la caisse qui s'élève à 218 314 francs CFA.



Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)

Projet « Etudes et Pilotage »

Rapport d'audit financier

Période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015

3 Volet revue des passations de marchés

Au cours de la période sous revue, il n'y a pas eu de marchés conduisant à des appels d'offres, les montants des achats étant inférieurs aux seuils. L'essentiel des marchés résultaient donc de consultations de fournisseurs.

Nous nous sommes assuré de l'existence de mise en concurrence des prestataires et avons vérifié que les étapes de la procédure sont correctement documentées.

Nos travaux n'ont pas relevé d'anomalies.



Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)
Projet « Etudes et Pilotage »
Rapport d'audit financier
Période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015

4 Volet analyse de l'exécution physique des activités

Les activités opérationnelles du ST-C2D ont essentiellement porté sur des études et la mise en place de logiciels. Ces activités ont été exécutées telles qu'elles étaient prévues et sont présentées en annexe. Nous n'avons donc pas d'observations nécessitant une attention.



Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)

Projet « Etudes et Pilotage »

Rapport d'audit financier

Période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015

Annexe : Point des activités réalisées par le ST-C2D en 2015

**Annexe : Point des activités réalisées par
le ST-C2D en 2015**

ANNEXE 1 : POINT DES ACTIVITES EXECUTEES PAR LE ST-C2D EN 2015

I- Pilotage C2D et fonctionnement des instances

A- Elaboration de textes réglementaires et institutionnels

N°	Décisions et Notes de service	Statut
1	Note de service N°010/MPMB/DGBF/DCF portant désignation des Contrôleurs Financiers	Signé le 07/02/2015

N°	Conventions d'affectation	Statut
1	Convention d'affectation de l'appui budgétaire ciblé 2015	Signé le 06/08/2015
2	Convention de prêt du Trésor français pour la réalisation des ponts métalliques	Signé le 23/12/2015
1	Convention d'affectation du programme d'appui au secteur routier du 2 ^{ième} C2D	Signé le 02/11/2015
2	Convention d'affectation du programme d'appui au secteur eau du 2 ^{ième} C2D	Signé le 23/12/2015

N°	Documents de travail	Statut
1	Rédaction du manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable du C2D	Exécuté à 98% (En attente de la validation pour la distribution)

B- Autres activités majeures

N°	Activités	Statut
1	Organisation des réunions du CTB-C2D	Quatre (4) réunions organisées.
2	Nomination de l'Agent Comptable et du Contrôleur Financier de l'UCP-Justice	Exécutée.
3	Ouverture des comptes-projet pour le compte de l'UCP-Justice	Compte-Projet ouvert à la banque de Trésor (ACCD).
4	Gestion des Fonds Etudes et Pilotage (12,5 milliards FCFA)	Plus de 10 requêtes de financement des ministères techniques prises en charge par le ST-C2D
5	Suivi des diligences des projets C2D	Consolidation hebdomadaire des rapports des ministères techniques.
6	Participation aux séminaires, ateliers, Réunions de Commissions d'Ouvertures et de Jugements des Offres organisés par les ministères techniques et cellules de gestion	Exécuté
7	Organisation d'ateliers et autres cérémonies	<ul style="list-style-type: none"> - Du 12 au 15 janvier : Revue sectorielle des projets du C2D, au Palm Club Hôtel, - Le 02 Juillet : Conférence de presse sur le

N°	Activités	Statut
		C2D, au Palm Club Hôtel, - Le 05 novembre : Remise des ouvrages aux Universités et Grandes Ecoles de Côte d'Ivoire (Projet C2D AMURGE-CI) - Le 16 avril : Inauguration de l'hôpital Saint Jean Baptiste de Tiassalé, - Le 02 octobre : Inauguration des ponts de Béoumi sur le fleuve Bandama et sur le Kan.
8	Recrutement du Coordonnateur de l'UCP Justice	Exécuté
9	Communication en Conseil des Ministres :	2 CCM adoptées en Conseil des Ministres : - Le 27 février 2015 : Relevé de conclusions des revues sectorielles des projets du C2D, - Le 23 septembre 2015 : Points d'attention suite aux 1 ^{ères} missions d'identification des projets du 2 ^{ème} C2D par l'AFD
11	Les ressources humaines	- Finalisation du recrutement de trois (03) nouveaux agents de l'UCP Justice : Responsable Administratif et Financier, Spécialiste Passation des Marchés et Responsable Infrastructures, - Finalisation du recrutement du Correspondant Sectoriel Santé du ST-C2D.
12	Audit des projets C2D	- L'audit des Projets s'est déroulé de Novembre à Décembre 2015, - Les rapports finaux ont été transmis par le cabinet d'audit le 18 Février 2016.

II- Financements en appuis aux maîtres d'ouvrages

A) Financement des études

N°	Etude / Activité	Structure bénéficiaire	Statut
1	Elaboration du manuel de gestion de l'OIPR	OIPR/MINESUDD	Exécuté
2	Réalisation de l'audit organisationnel et fonctionnel	OIPR/MINESUDD	Exécuté
3	Etude de la qualité de l'eau de la lagune Aghien et de l'influence de ses affluents/Etude de la qualité physico-chimique /Etude de la qualité microbiologique	MINEF	Exécuté
4	Etude de la qualité de l'eau de la lagune Aghien et de l'influence de ses affluents/Etude de la qualité physico-chimique /Etude de la qualité écologique	MINEF	Exécuté
5	Etude de la qualité de l'eau de la lagune Aghien et de l'influence de ses affluents/Etude de la qualité physico-chimique /Etude de la qualité physico-chimique	MINEF	Exécuté
6	Evaluation et actualisation du manuel de procédures administratives, comptables et financières de la SODEFOR	SODEFOR/ MINEF	Exécuté
7	Fourniture de logiciel de planification, de suivi et évaluation (Logiciel NQI ORCHESTRA) pour le compte de l'OIPR	OIPR/ MINESUDD	Exécuté
8	Formulation de projets relatifs à la création de deux instruments d'appui au développement des collectivités territoriales, à savoir un instrument de renforcement des capacités techniques des élus et des personnels territoriaux et un instrument innovant de financement de l'investissement local	MEMIS	Exécuté
9	Atelier de validation du rapport provisoire de l'Audit organisationnel du service de cartographie de la SODEFOR dans du projet de Conservation des Ressources Naturelles de Côte d'Ivoire.	SODEFOR/MINEF	Exécuté
10	Etude de la Sédimentologie et de la Bathymétrie Lagune Aghien	MINEF	En cours
11	Etude d'évaluation des travaux de réhabilitation et d'équipement du centre polyvalent des métiers de l'entretien de Bimbresso, le suivi et le contrôle des travaux	C2D Emploi/MEMEASFP	En cours
12	Etude de faisabilité pour la mise en place d'un fonds de garantie pour le financement de la filière porcine en Côte d'Ivoire	PARFACI/MINAGRI	En cours
13	Elaboration du cadre de politique de réinstallation des populations infiltrées dans les forêts classées	SODEFOR/MINEF	En cours
14	Etude d'évaluation des travaux d'aménagement, de construction et d'équipement du Centre SCAED de Treichville, le suivi et le contrôle des travaux	C2D Emploi/MEMEASFP	En cours
15	Etude de faisabilité technico économique de la réhabilitation de deux barrages hydro agricoles (TCHALONI, EX GUEMOU ET SOGOLO) et de l'aménagement des plaines en aval (850 HA) (Lot 1)	PARFACI/MINAGRI	En cours

N°	Etude / Activité	Structure bénéficiaire	Statut
16	Etude de faisabilité Technico-Economique de la réhabilitation du Barrage Hydro-Agricole de SOLOMOUGO et de l'aménagement de la plaine en aval (800 ha) dans les Département de Korhogo et de Boundiali (lot2)	PARFACI/MINAGRI	En cours
17	Etude de faisabilité Technico-Economique de la réhabilitation du Barrage Hydro-Agricole de NAFOUN et de l'aménagement de la plaine en aval (800 ha) dans les Département de Korhogo et de Boundiali (lot3)	PARFACI/MINAGRI	En cours
18	Etude de faisabilité de la réhabilitation et de la construction des points de vente de la viande porcine en Côte d'Ivoire	PARFACI/MINAGRI	En cours
19	Etablissement de la situation de référence des indicateurs retenus pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action de la politique sectorielle	C2D-Justice/MJDHLP	En cours
20	Etude de la protection du bassin versant de la lagune Aghien	MINEF	Exécuté
21	Elaboration du Plan Annuel d'Activité (PAA), du Budget du Plan de Passation de Marchés dans le cadre du dispositif prévu par le C2D concernant l'amélioration du système judiciaire et pénitentiaire	C2D-Justice/MJDHLP	Exécuté
22	Publication de l'avis à manifestation d'intérêt pour la sélection d'un auditeur pour la réalisation de l'étude de faisabilité du PADETER	MEMIS	Exécuté
23	Mission d'appui à la définition des options de politiques éducatives et l'élaboration de la stratégie décennale du secteur Education/Formation	C2D – Education Formation/MEMEAS FP	En cours d'exécution
24	Etude de renforcement du réseau d'eau d'Abidjan	ONEP/MIE	En cours d'exécution
25	Financement de l'avenant du marché 2013-0-1-0517/02-6	MEMIS	En cours d'exécution
26	Financement pour la prise en charge de 35% du marché relatif à l'assistance à maitre d'ouvrage du projet d'aep de Gagnoa et Sinfra avec le groupe EGIS/CECFACL	MIE	En cours d'exécution
27	Financement d'études complémentaires par SAFEGE-Projet Saint Viateur	MIE	Accord de financement
28	Financement de l'avenant n°1 à l'étude du schéma directeur.	MCU	Accord de financement
29	Financement de l'avenant à l'étude sur la qualité de la lagune Aghien	MINEF	En cours d'exécution
30	Financement d'un marché relatif à l'audit des impayés de l'Etat	Ministère en charge de l'Economie et des Finances	En cours d'exécution
31	Financement pour la prise en compte des honoraires d'un cabinet chargé de l'étude d'évaluation des travaux du centre SCAED de Treichville	SCAED/MEMEASFP	En cours d'exécution

b) Financement/Préfinancement des dépenses de fonctionnement des maîtres d'ouvrages

N°	Etude / Activité	Structure bénéficiaire	Statut
1	Indemnités de fonction	<ul style="list-style-type: none">• Traitement de 4 Contrôleurs financiers et leurs Assistants (4) des CSP• Frais de fonctionnement de l'Agence Comptable des CSP	Exécuté